

## **Pour l'avenir de notre Pays, reconstruisons un mouvement progressiste en France**

En Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal) mais aussi en Irlande, l'exaspération des peuples, née des choix économiques et des politiques d'austérité imposées par Union Européenne, profite essentiellement à de nouvelles formations qualifiées, un peu rapidement par certains de "gauche radicale". En France, c'est l'extrême droite et l'abstention qui profitent de cette colère.

Les dernières élections régionales en sont la parfaite illustration.

Certes les médias, dépendants de grands groupes capitalistes ou directement de l'État, ont eu une complaisance coupable -pour ne pas dire plus- à l'égard du FN.

L'explication de ce coup de pouce est liée aux "combinazione" des dirigeants PS et d'une partie de la droite pour recomposer la vie politique française après les élections Présidentielles de 2017 et ce, en créant un grand bloc "centriste" qui rejeterait à sa droite le FN et les débris de la droite sarkoziste, et à sa gauche des forces progressistes atomisées (Front de Gauche, Écolos, Extrême gauche, "Frondeurs" PS, etc).

Cela leur laisserait les coudées franches pour finir de démolir le modèle social français avec la bénédiction du grand patronat.

Ces manœuvres de bas-étage ne peuvent toutefois expliquer, à elles seules, l'ampleur du phénomène.

En fait, tout profite à l'extrême droite Française : économie en panne, chômage dont la courbe s'envole au lieu de s'inverser, hantise de la précarité professionnelle, protection sociale et services publics menacés, un "projet Européen", aussi savoureux qu'une gorgée d'huile de ricin, une vague migratoire gonflée par le chaos que les puissances occidentales ont contribué à faire naître dans plusieurs États (Irak, Libye, Syrie ...), des attentats de masse dont les auteurs se réclament de l'Islam ... sans oublier, depuis près de 30 ans, un Parti "Socialiste" qui se partage avec la droite la responsabilité de politiques néolibérales, et le projet de se maintenir indéfiniment au pouvoir en se présentant, à chaque élection, comme le barrage ultime contre le FN.

Pour autant, cela exonère-t-il les forces anticapitalistes d'un bilan critique ? Certainement pas !

Nous sommes actuellement inaudibles, pas seulement à cause du silence assourdissant des médias à notre égard.

Si nous voulons être entendus, il faut que les progressistes français aient un projet et une stratégie nationale commune autour de quelques axes facilement explicables et pouvant être mis en application rapidement.

Dans ce but, les communistes grassois proposent quelques pistes de travail :

Sur le plan électoral :

- Nous sommes pour la suppression de l'Élection Présidentielle au suffrage universel et des droits exorbitants qu'elle confère à un seul homme, faisant ainsi de la France une Monarchie républicaine.
- Nous sommes pour le retour à la proportionnelle intégrale à toutes les élections (1 homme – 1 voix). Position que la direction nationale défend par intermittence. Cela

éviterait les dérives anti-démocratiques (en 2012, il fallait 27200 voix pour élire un député Socialiste et 179 000 pour un député Front de Gauche !)

- Nous sommes également pour que les élu(es)s n'aient qu'un seul mandat, renouvelable 1 fois. Cela éviterait la professionnalisation des politiques.
- En plus de la stricte parité Homme/Femme, nous sommes pour un Statut de l'élu(e) qui permette à toutes les couches sociales d'être représentées. Aujourd'hui, sur 577 député(es)s, 1 seul est ouvrier et 2 sont employés !

Sur le plan économique et social :

- Nous sommes pour un partage du travail (pas du salaire !) par un retour immédiat aux 35 heures et un passage, rapidement, aux 32 heures.
- Pour un SMIC à 2 000 €/mois et un plafonnement des hauts salaires à 400 000 €/an
- Pour la retraite à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles
- Refondation d'un véritable Sécurité Sociale couvrant tous les besoins de santé.
- Nous sommes pour un changement de production et de consommation afin d'être en adéquation avec la protection de la nature.
- Revenir à une agriculture raisonnée favorisant les productions locales afin de raccourcir les circuits de distribution.

Ces propositions faites par les communistes ne sont pas à prendre ou à laisser.

Mais si, ensemble, nous prenions la responsabilité de les faire vivre, alors oui, nous pourrions à nouveau parler de rupture avec le grand capital et de révolution citoyenne.

L'Utopie ce n'est pas seulement un rêve. C'est le moteur du progrès !

Tino VOARINO